



IN/VISIBLE

**1^{er} Sommet national
sur le handicap**

7 octobre 2024

Pavillon Alphonse-Desjardins
Université Laval · Québec

Une initiative de la



En collaboration avec



Et



VIA Rail Canada

Le transporteur ferroviaire officiel de la COPHAN

Une première en 40 ans

Selon la plus récente enquête de Statistiques Canada, le nombre de personnes en situation de handicap (PSH) a augmenté de près de 5% au cours des dernières années. Les types de handicap aussi.

Parallèlement, les différents paliers de gouvernement réduisent le financement des organismes qui donnent des services directs aux personnes handicapées, ou celles qui, comme la Confédération, les défendent sur la scène politique.

La COPHAN et ses partenaires ont décidé de mettre sur pied le 1^{er} sommet des 40 dernières années sur le handicap qui, nous le savons, est très attendu. Ce sera l'occasion d'avoir (enfin) une discussion avec l'ensemble de la société, la classe politique et les têtes dirigeantes, sur les difficultés auxquelles font face les personnes handicapées.

Des expert·es du Québec et d'ailleurs viendront nous parler de ce qui se fait de mieux pour les personnes handicapées et les lacunes à corriger dans une société où accueillir les personnes handicapées, c'est aussi faciliter la vie de l'ensemble de la population.

Le slogan « **IN/VISIBLE** » a été choisi pour cet événement d'importance. Il caractérise bien ce que nos clientèles vivent chaque jour. Les personnes handicapées sont visibles lorsqu'elles « nuisent » et trop souvent invisibles lorsqu'elles demandent de l'aide.

Pourtant, elles ont tant de talent et d'idées à partager...

Paul Lupien,

président du Conseil d'administration de la COPHAN

Rohini Peris,

présidente et cheffe de la direction de l'ASEQ-EHAQ

Raynald Pelletier,

président du conseil d'administration du CAPVISH

À propos de la Confédération

La Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec, la COPHAN, est la plus grande confédération multi-handicap de langue française en Amérique du Nord. Avec les quelque 50 organismes qui y sont affiliés, la COPHAN défend directement ou indirectement les droits de plus de 1 million de personnes en situation de handicap au Québec.



Présidence d'honneur du sommet

La talentueuse **Andréanne Fortin**, comédienne (notamment dans la série « Vestiaire » sur AMI-télé) et cascadeuse, est la présidente d'honneur pour cette première édition du Sommet. Elle est atteinte du syndrome de Gilles de la Tourette. Andréanne donne des conférences où elle partage son vécu, ses défis et ses réalisations. Elle est porte-parole de l'Association québécoise du syndrome de la Tourette, organisme membre de la COPHAN.

Co-présidences

Le Sommet 2024 sera placé sous la co-présidence de trois leaders du monde associatif qui sont en situation de handicap :

- Paul Lupien, président du Conseil d'administration de la COPHAN
- Rohini Peris, présidente et cheffe de la direction de l'ASEQ-EHAQ
- Raynald Pelletier, président du conseil d'administration du CAPVISH

Programme du 7 octobre 2024

Pavillon Alphonse-Desjardins, Université Laval, Québec.

8 h

Enregistrement et Accueil

9 h

SALLE PLÉNIÈRE — Mots de bienvenue

Stéphane Lacroix, modérateur et maître de cérémonie

Paul Lupien, président du Conseil d'administration de la COPHAN

Rohini Peris, présidente et cheffe de la direction de l'ASEQ-EHAQ

Raynald Pelletier, président du conseil d'administration de CAPVISH

Andréanne Fortin, présidente d'honneur du Sommet national sur la
handicap

9 h 20

SALLE PLÉNIÈRE — Un pas en avant, deux pas de côté, deux pas en avant et un en arrière!

La conférence d'ouverture prononcée nous convie à un grand rendez-vous avec l'histoire : celle du Québec, mais aussi celle du Canada.

Traitant de protection de droits, mais aussi de concepts sociaux liés à la « vie autonome », au « mouvement de consommateurs » et de ceux plus récents d'« accessibilité universelle » et de « diversité, équité et inclusion », Me Bérubé, saura nous communiquer sa passion pour l'inclusion active des personnes en situation de handicap dans toutes les sphères de développement de la société.

Son thème central : les personnes en situation de handicap savent ce qu'elles veulent. Il faut leur donner la parole et les écouter.

Présentation de **Me Paul-Claude Bérubé**, avocat et vulgarisateur, spécialiste de la gouvernance, conférencier et formateur professionnel.

10 h 15

SALLE PLÉNIÈRE — État de situation des droits des personnes handicapées : où en sommes-nous en 2024 ?

Conformément à sa mission et aux différentes responsabilités qu'elle assume, la Commission lutte depuis plusieurs décennies contre la discrimination fondée sur le handicap. Au fil des ans, elle est intervenue à de multiples reprises pour s'assurer que les personnes en situation de handicap puissent exercer pleinement leurs droits, de la naissance à la fin de vie.

Ces interventions ont permis à la Commission de devenir un témoin privilégié des difficultés que ces personnes éprouvent pour faire respecter ces droits, notamment lorsqu'il s'agit d'assurer l'accessibilité des espaces publics, des établissements commerciaux et du cadre bâti en général; l'accès au transport et au logement; l'accès à l'emploi; l'adaptation des services éducatifs dispensés dans les différents réseaux d'enseignement, de la maternelle aux études universitaires; l'accès aux services de loisir et aux équipements sportifs et culturels; la participation politique, notamment l'exercice du droit de vote et la représentation au sein des instances décisionnelles; la prestation de services de santé et de services sociaux, tout au long de la vie; la prestation de services destinés à la petite enfance et à son développement.

En s'appuyant sur l'expérience acquise par la Commission dans l'ensemble de ces domaines depuis près de 50 ans, cette présentation vise à dresser un bref portrait des avancées du droit qui ont contribué à une meilleure prise en compte des besoins des personnes en situation de handicap, mais aussi des obstacles de nature systémique qui empêchent encore aujourd'hui ces personnes de jouer un rôle actif dans notre société.

Atelier présentée par Me **Philippe-André Tessier**, président de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec (CDPDJ)

10 h 35

PAUSE

10 h 55

SALLE 1 — Le logement adapté et accessible au Québec : enjeux et solutions

Qu'est-ce qu'on entend par logement accessible, adapté, adaptable? Présentation courte de ce que ça signifie selon le handicap dont il est question. Y en a-t-il au Québec? Où sont-ils? Sont-ils réellement accessibles? (ressources publiques d'hébergement vs privé vs communautaire) (objectif transsecteur de l'appload de CAPVISH) ABC du modèle communautaire : caractéristiques et variété, étapes de développement d'un projet, enjeu et potentiel. Conclusion : la mixité résidentielle.

Atelier présenté par Me. **Pierre-Luc Fréchette**, co-responsable des affaires publiques et juridiques du Réseau québécois des OSBL d'habitation et **Dominique Salgado**, directeur général du Comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH).

SALLE 2 — Les maladies orphelines : la reconnaissance et la prise en charge de nouveaux besoins

Selon la politique québécoise pour les maladies rares, il existe plus de 7000 maladies rares et plus de 700 000 personnes en seraient affectés. Parmi ces maladies, les symptômes sont très diversifiés et affectent ces personnes de manière spécifique.

Plusieurs de ces maladies provoquent des limitations et des handicaps qui ne sont malheureusement pas reconnus. Par ailleurs, il existe plusieurs personnes atteintes de maladies rares qui n'ont toujours pas de diagnostic officiel, ce qui occasionne de nombreux problèmes et enjeux lorsqu'il est question d'avoir accès à des services d'aide de toute sorte. La conférence permettra d'illustrer ces nouveaux besoins et de discuter des solutions à mettre en place pour assurer un meilleur accès à tous ces gens.

Atelier présenté par **Jonathan Pratt**, directeur général du Regroupement québécois des maladies orphelines (RQMO).

SALLE 3 — Innover pour le bien-être financier des personnes handicapées : Leçons du Programme de revenu de base québécois en matière d'innovation sociale

La conférence sous forme d'échanges portant sur l'exploration des leçons tirées du Programme de revenu de base québécois et leur application aux innovations sociales visant à améliorer le bien-être des personnes handicapées. M. François Blais commencera par expliquer les motivations derrière la mise en place du Revenu de base québécois, une loi adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec en 2018 et mise en place sur une période de cinq ans.

Il dressera un premier bilan de ce programme, mettant en lumière ses impacts initiaux et ses bénéfices pour les citoyens. Ensuite, il

discutera des perspectives futures, en examinant comment les acquis du Programme de revenu de base peuvent servir d'inspiration pour développer des innovations sociales.

Pascale Pilon interviendra pour enrichir la discussion en partageant les résultats de l'appel à commentaires du pour un mieux-être financier des personnes handicapées. Elle soulignera l'importance de l'innovation sociale et de la collaboration intersectorielle dans la création de politiques publiques inclusives et efficaces.

L'échange entre François Blais et Pascale Pilon met en lumière les synergies possibles entre les approches politiques et communautaires pour construire une société plus solidaire et inclusive. Les participants à la conférence auront l'occasion de poser des questions et de contribuer à la discussion sur les prochaines étapes et les innovations nécessaires pour soutenir l'inclusion et le bien-être des personnes handicapées au Québec.

Atelier présenté par **François Blais**, professeur titulaire, Département de science politique, Université Laval et ex-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et **Pascale Pilon**, qui est directrice générale de Finautonome.

SALLE 4 — Trajectoires de sortie de violence : comprendre pour mieux soutenir

Les femmes en situation de handicap sont deux fois plus à risque que leurs consœurs sans handicaps, de subir de la violence sous toutes ses formes et ce risque s'accroît encore si elles sont issues de l'immigration. Un groupe de population souvent en situation de vulnérabilité vivant à la croisée des oppressions, font donc face à de multiples barrières ainsi que des enjeux majeurs tout au long de leurs trajectoires de sortie de violence.

Le but de cette conférence est de lever le voile sur la réalité souvent ignorée des femmes en situation de handicap dans toute leur diversité, comprendre les enjeux, les rapports de force/de pouvoir et entamer une discussion permettant une réflexion sur des pistes d'actions durables contre la violence faite aux femmes et enfants en situation de handicap.

Mini-conférence présentée par **Sabry Adel Saadi**, doctorant et chargé de cours à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal et **Selma Kouidri**, directrice générale de L'Institut national pour l'équité, l'égalité et l'inclusion des personnes en situation de handicap (INÉÉI-PSH).

11 h 55 - DINER

SALLE PLÉNIÈRE — Projection de vidéos, présentation du Guide sur l'accessibilité universelle et allocution

Espace d'idéation pour un mieux-être financier des personnes handicapées - Capsules vidéos et Guide sur l'accessibilité universelle présentés par FINAUTONOME et la COPHAN.

En marge du Sommet sur le handicap, Finautonome porte le Forum virtuel d'idéation pour un mieux-être financier des personnes handicapées. Cette initiative invite les décideurs, les politiciens, les chercheurs, les experts de vécu, ainsi que les professionnels de la santé et des milieux financiers du Québec à une démarche d'idéation visant à faire émerger des idées porteuses d'espoir pour le bien-être financier des personnes handicapées au Québec.

Allocution de l'honorable **Kamal Khera**, ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap. **À CONFIRMER**

13 h 15

SALLE 1 — La privatisation des soins : portrait et état des lieux

Au Québec, les services d'aide à domicile et d'hébergement de longue durée, auxquels ont notamment recours les personnes en situation de handicap, sont en grande majorité opérés par le secteur privé. Ces services privés reposent sur une main-d'œuvre fortement précarisée, majoritairement féminine et, dans les agglomérations urbaines, composée d'une proportion importante de personnes immigrantes et racisées.

Divers obstacles structurels font que le taux de présence syndicale y est moins du cinquième de celui du secteur public. Notre présentation trace d'abord un portrait de la privatisation dans ces services, en précisant la particularité du Chèque emploi-service. Nous montrons ensuite comment l'enjeu central de la valorisation du travail, corolaire à ceux de l'accessibilité et de la qualité des services, doit être envisagé en tenant compte du rôle de l'État et de la logique de recherche du profit. Nous concluons en mettant de l'avant la perspective de la déprivatisation de ces services et d'un régime sectoriel de relations du travail.

Atelier présenté par **Maxim Fortin**, chercheur à Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) et **Louise Boivin** chercheuse affiliée au Collectif de recherche-action sur le travail et l'association socioéconomique (CREATAS).

SALLE 2 - Santé environnementale, sensibilité chimique multiple (SCM), accommodements et accès à la justice et changement systémique

La sensibilité chimique multiple est en augmentation au Canada. En 2020, 1130800 personnes ont été diagnostiquées avec la SCM, au Canada. Au Québec, le nombre est plus de 250 000, dont 72 % sont

des femmes et près de 50 % ont plus de 55 ans (ESCC, Statistique Canada, 2020). Michel, Roberto et Lila présenteront des thèmes clés liés à la SCM, à l'accessibilité, aux droits de la personne, à l'accès à la justice et au changement systémique pour les personnes handicapées, dans le contexte de leur pratique juridique communautaire.

ARCH présentera son travail et sa structure, ainsi que certaines considérations clés en matière d'accès à la justice qui concernent les personnes handicapées. Ils discuteront de l'approche du ARCH Disability Law Centre comme clinique juridique pour les droits des personnes handicapées basée en Ontario.

Les présentateurs réfléchiront aux principaux défis et considérations liés au travail systémique visant à éliminer les obstacles et à promouvoir la pleine inclusion des personnes handicapées. En particulier, ARCH discutera du cycle de rapport permettant au Canada de faire rapport sur ses obligations de mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées aux Nations Unies, ainsi que du processus engagé par les organisations de la société civile du Canada pour élaborer un rapport parallèle en réponse à la demande du Canada.

Atelier présenté par **Michel Gaudet**, vice-président et directeur exécutif de l'Associations pour la santé environnementale du Québec et du Canada, Me **Roberto Lattanzio**, Directeur général du ARCH Disability Law Centre, ainsi que Me **Lila Refaie**, du ARCH Disability Law Centre

SALLE 3 — Accès au service de transport adapté pour les personnes en situation de handicap : enjeux et solutions

La mobilité joue un rôle essentiel à la pleine participation sociale de tous en permettant l'engagement dans divers rôles sociaux et activités courantes. La diminution de la mobilité peut diminuer l'autonomie des personnes en situation de handicap tout en contribuant à leur exclusion et leur isolement. On sait d'ailleurs que près qu'une personne avec une incapacité de 15 ans ou plus sur cinq (~20 %) affirme se sentir isolée à leur domicile par manque de transport adapté et que 40 % des personnes admissibles au transport adapté à travers la province n'utilisent pas le service. Il s'avère donc primordial de bien comprendre les barrières et les facilitateurs dans l'offre de service de transport adapté. Cette présentation permettra de faire un état des lieux de ce qui pourrait fonctionner ou non ainsi que de présenter quelques initiatives québécoises issues de la recherche ou de la communauté.

Atelier présenté par **François Routhier**, professeur titulaire, École des sciences de la réadaptation, Université Laval.

14 h 45

PAUSE

15 h

SALLE PLÉNIÈRE — Table ronde sur le handicap et l'éducation

Avec le revenu, l'éducation est un déterminant très important qui ouvre des portes et élargit les possibilités d'épanouissement. Pour de nombreuses personnes qui ont un handicap, le système d'éducation est encore peu accessible. Des élèves handicapés ne reçoivent pas le soutien de la part des institutions, les mesures d'adaptation, le

financement ou les programmes et infrastructures dont ils ont besoin pour recevoir une éducation d'aussi bonne qualité que les autres élèves.

Il y a nécessité de passer des constats aux solutions, alors que des changements de fond sont attendus dans le système de l'éducation, comme la mise en place des écoles inclusives.

Table ronde animé par **Daniel Ducharme** chercheur à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec (CDPDJ) en compagnie de **Sergeline Isidore** directrice générale de MBDE : Mon bras droit ÉDUC, d'**Amélie Duranleau**, directrice générale de la Société québécoise de la déficience intellectuelle et de **Lucie Nault**, directrice générale du REQiS.

15 h 45

SALLE PLÉNIÈRE - Annonce des divers anniversaires d'organismes, le 75e anniversaire de l'APCQ, le 40e anniversaire de CAPVISH

16 h

SALLE PLÉNIÈRE - Allocution du gouvernement du Québec — Les succès et les défis

Lionel Carmant, ministre responsable des Services sociaux.

16 h 15

SALLE PLÉNIÈRE - Dépôt des revendications des différents groupes du Sommet 2024 et mot de la fin

La COPHAN va entériner les revendications les plus actuelles, visant l'inclusion des personnes en situation de handicap à la société

québécoise, lors de son conseil d'administration du 13 septembre 2024. Ces revendications seront discutées par le comité aviseur constitué dans le cadre du Sommet 2024. Elles seront validées et bonifiées tout au long du Sommet du 7 octobre et seront rendues publiques juste avant le mot de la fin.

Les conférenciers et conférencières

Me Paul-Claude Bérubé

Avocat et vulgarisateur, spécialiste de la gouvernance, conférencier et formateur professionnel.

Me Bérubé détient un baccalauréat en droit, Université Laval. Il est Membre du Barreau du Québec et membre honoraire du Barreau de Port-au-Prince (Haïti). Il détient des Doctorats honoris causa de deux universités situées aux Indes (Lucknow et Prayagraj). De plus, il est consultant pour la Commission des droits de la personne des Nations unies et membre de l'International Senior Lawyers Project (New York, NY). Il a été président de Vie Autonome Canada de 1999 à 2010. Il est conférencier international sur la protection des droits des personnes en situation de handicap, les normes d'accessibilité et la D.E.I. (diversité, équité, inclusion) — (Japon, Corée du Sud, France, Haïti, Kenya, Afrique du Sud, Inde, El Salvador, Argentine, Sri Lanka, Inde, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Afrique de l'Est).

Il est formateur professionnel en gouvernance et en D.E.I. et président sortant du C. A. de Normes d'accessibilité Canada. Il est vice-président du c.a. de l'Association canadienne de soccer et secrétaire du c.a. de Humania Assurance.

Me Philippe-André Tessier

Président de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec (CDPDJ).

Monsieur Philippe-André Tessier a été nommé président par l'Assemblée nationale le 28 février 2019, et a vu son mandat renouvelé le 7 décembre

2023. Monsieur Tessier était préalablement vice-président responsable du mandat Charte depuis décembre 2017 et assurait l'intérim de la présidence depuis le 15 mars 2018. Avant sa nomination à la Commission, il était associé et chef du groupe de droit du travail chez Robinson Sheppard Shapiro et sa pratique était axée sur le droit du travail et de l'emploi ainsi que le droit administratif. Diplômé de l'Université de Montréal en droit, en relations industrielles et en sciences de la communication, Monsieur Tessier est membre du Barreau du Québec ainsi que de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés. Il est également titulaire de la désignation d'Administrateur de sociétés certifié (ASC). Il a été très actif au sein de plusieurs organisations poursuivant des missions du domaine juridique.



Me Pierre-Luc Fréchette

Co-responsable des affaires publiques et juridiques du Réseau québécois des OSBL d'habitation.

Pierre-Luc est membre du Barreau de l'Ontario depuis 2017 et ex-criminaliste. Il travaille aujourd'hui aux affaires publiques et juridiques du Réseau québécois des OSBL d'habitation. Le RQOH rassemble, soutient et représente 8 fédérations régionales ainsi que 1200 OSBL d'habitation au Québec. Pierre-Luc est aussi neuroatypique et s'intéresse, outre aux enjeux juridiques, politiques et sociaux entourant l'habitation, à la philosophie et à la poésie.



Dominique Salgado

Directeur général du Comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH).

Dominique Salgado est le Directeur général du Comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH). Le CAPVISH contribue activement à défendre les droits et intérêts des personnes vivant avec une incapacité motrice. Il œuvre aussi dans les dossiers de l'accessibilité, le logement et le soutien à domicile.



Jonathan Pratt

Jonathan Pratt est directeur général du Regroupement québécois des maladies orphelines (RQMO).

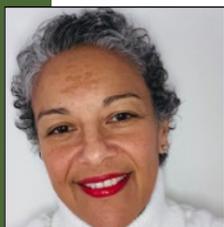
M. Pratt est titulaire d'un doctorat en biochimie de l'UQAM (2016) ainsi que d'un MBA de l'ESG-UQAM et de l'Université Paris-Dauphine (2021). Il a acquis une vaste expérience en recherche scientifique, en gestion municipale ainsi que dans le milieu communautaire.



François Blais

Professeur titulaire, Département de science politique, Université Laval et ex-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

François Blais enseigne l'éthique économique et sociale à l'Université Laval depuis 1992. Il a été doyen de la Faculté des sciences sociales de cette université, député de Charlesbourg, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Il est l'auteur d'un revenu garanti pour tous : Introduction aux principes de l'allocation universelle.



Pascale Pilon

Directrice générale de Finautonome.

En marge du Sommet sur le handicap, Finautonome porte le Forum virtuel d'idéation pour un mieux-être financier des personnes handicapées. Cette initiative invite les décideurs, les politiciens, les chercheurs, les experts de vécu, ainsi que les professionnels de la santé et des milieux financiers du Québec à une démarche d'idéation visant à faire émerger des idées porteuses d'espoir pour le bien-être financier des personnes handicapées au Québec.



Maxim Fortin

Chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS).

Politologue et détenteur d'un doctorat en science politique (2019), Maxim Fortin s'intéresse à l'action collective, aux mouvements sociaux et aux politiques sociales. Il a publié l'une des premières thèses francophones à traiter de l'impact sociopolitique de la philanthropie et publiera bientôt la première étude sur le profilage racial dans la Ville de Québec.



Louise Boivin

chercheuse affiliée au Collectif de recherche-action sur le travail et l'association socioéconomique (CREATAS)

mène depuis une vingtaine d'années des recherches sur les conditions de travail dans les services d'aide à domicile et d'hébergement de longue durée. Elle a été professeure à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), au département de relations industrielles. C'est dans ce domaine que se situe sa thèse de doctorat (2014) qui portait sur la précarisation du travail dans le contexte de la privatisation des services d'aide à domicile québécois.



Michel Gaudet

Vice-président et directeur exécutif de l'Associations pour la santé environnementale du Québec et du Canada

Michel Gaudet travaille sur les questions de santé environnementale depuis près de trente ans. Il est vice-président et directeur exécutif des Associations pour la santé environnementale du Québec et du Canada.

En 2012, il a collaboré avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM), la TELUQ et le SAC de l'UQAM pour développer un projet sur les aspects biologiques, sociaux et juridiques de l'hypersensibilité environnementale intitulé «Quand l'environnement rend malade : Besoin de comprendre, besoin d'agir». Il a été formé par l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et a donné de nombreux ateliers sur ce projet dans plus de dix régions du Québec.

Actuellement, son travail avec les associations de santé environnementale du Québec et Canada le met en contact avec des personnes handicapées atteintes de sensibilité chimique multiple. Michel travaille en étroite collaboration avec les médecins experts de la clinique de santé environnementale de l'Université de Toronto, ainsi qu'avec d'autres médecins experts et scientifiques.

Il a également participé en tant que conférencier à de nombreuses conférences aux États-Unis et au Canada.



Me Roberto Lattanzio,

Directeur général de l'ARCH Disability Law Centre.

Roberto Lattanzio est avocat en Ontario et directeur exécutif de l'ARCH Disability Law Centre depuis 2015. Robert a rejoint ARCH en 2003 en tant qu'étudiant en droit, puis avocat. Il a agi à titre d'avocat dans le cadre de litiges liés à des causes types devant tous les niveaux judiciaires, y compris la Cour suprême du Canada, et a présenté des mémoires sur la réforme du droit à divers niveaux de gouvernement, comités et organismes administratifs. Robert a été nommé membre de nombreux comités consultatifs et a écrit et donné des conférences sur divers sujets, notamment le droit sur l'égalité et les droits de la personne, le droit administratif, le droit de l'éducation, la capacité et la prise de décision assistée, les

droits des personnes handicapées, la réforme législative et les données probantes en sciences sociales.



Me Lila Refaie

ARCH Disability Law Centre.

Lila Refaie a été admise au barreau en 2012 et s'est jointe au ARCH Disability Law Centre en juillet 2017 en tant qu'avocate salariée, offrant des services juridiques liés aux droits des personnes handicapées aux personnes handicapées partout en Ontario. Depuis 2019, elle est avocate bilingue à l'admission et responsable des programmes étudiants chez ARCH, fournissant des services juridiques en anglais et en français. En plus de fournir des services juridiques directs aux personnes handicapées, elle dispense également des formations juridiques publiques et des présentations aux membres de la profession juridique et aux communautés d'ARCH sur une variété de sujets.

Avant de se joindre à ARCH, elle était avocate salariée dans une clinique juridique communautaire de Prescott-Russell, pratiquant le droit des pauvres. Elle a également exercé brièvement en droit de la famille et en droit de l'immigration. Tout au long de sa carrière juridique, Lila a plaidé devant plusieurs tribunaux administratifs, la Cour supérieure de justice et la Cour divisionnaire.



François Routhier

Professeur titulaire, École des sciences de la réadaptation, Université Laval
Chercheur, Centre interdisciplinaire de recherche en réadaptation et intégration sociale, CIUSSS de la Capitale-Nationale, co-directeur scientifique, initiative intersectorielle, Société inclusive, directeur scientifique, Réseau provincial de recherche en adaptation-réadaptation.

François Routhier est chercheur au Centre interdisciplinaire de recherche en réadaptation et intégration sociale, CIUSSS de la Capitale-Nationale où il est responsable de l'équipe Participation sociale et villes inclusives, dont la mission consiste à améliorer l'accès des personnes ayant des incapacités à toutes les dimensions du territoire urbain, et ce, tout en veillant à renforcer leur pouvoir d'agir. L'équipe inscrit ses projets dans une approche de conception et d'accessibilité universelle. Elle place au cœur de ses interventions le respect des principes de la recherche-action participative. Ainsi, l'équipe réalise des projets qui sont ancrés dans les besoins de ses partenaires et, par le fait même, favorise une réelle application des résultats qui mènent à de véritables changements de pratiques.



Daniel Ducharme

Chercheur, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec (CDPDJ).

Daniel Ducharme (Ph. D., sociologie) est chercheur à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse depuis 2005. Ses travaux de recherche portent sur l'analyse du contexte social et structurel dans lequel s'inscrit l'exercice des droits et libertés de la personne, notamment en matière d'égalité en emploi, de droit à l'éducation et de droit à la santé. Il a œuvré auparavant dans divers groupes de recherche, notamment le Centre de recherche en droit public (CRDP), le Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), le groupe ÉCOBES et l'Institut de recherches clinique de Montréal.



Amélie Duranleau

Directrice générale de la Société québécoise de la déficience intellectuelle (SQDI).

Depuis plus de 20 ans, elle est engagée, par son parcours professionnel, en faveur des droits de la personne, notamment ceux des personnes ayant une

déficience intellectuelle. Elle encourage une mobilisation collective portée par et pour les personnes qui ont une déficience intellectuelle, leurs proches et de nombreuses organisations. Amélie a chapeauté le programme d'employabilité pancanadien Prêts, disponibles et capable de 2014 à 2018 au sein de la SQDI avant de le gérer au niveau fédéral avec l'équipe d'Inclusion Canada.

Avec ses connaissances et des relations partout dans la province et au Canada, elle travaille avec l'ensemble de la collectivité et les organisations membres de la SQDI afin de rassembler tous les acteurs autour d'une même cause: la déficience intellectuelle. Édifier ensemble une société juste et équitable avec et pour ces personnes, s'engager à faciliter le déploiement de leur plein potentiel et répondre adéquatement à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leur famille la guident dans ses interventions.



Lucie Nault

Directrice générale du REQIS.

Depuis 2024, Lucie Nault occupe le poste de directrice générale du Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQIS), où elle défend les droits et améliore la qualité de vie des personnes atteintes de surdité. Dans un désir de réorientation de carrière, Madame Nault a fait des études en Communication et études sourdes au cégep du Vieux Montréal. Avec 16 ans d'expérience à la Société de transport de Montréal (STM) et 7 ans à la Société des alcools, elle possède une solide expérience en gestion d'équipe et en gestion de projet.

Elle a récemment produit et animé le congrès "La communication au cœur de l'accessibilité!" au Palais des congrès de Montréal, démontrant son engagement envers l'amélioration de l'accessibilité pour les personnes sourdes et malentendantes. En tant que mère d'une fille malentendante, elle a accompagné sa fille dans toutes les étapes de son parcours scolaire et

personnel, ce qui renforce son dévouement envers la promotion de la culture sourde et l'accessibilité universelle. Ambitieuse et déterminée, elle vise à atteindre ses objectifs pour offrir une meilleure qualité de vie à cette communauté.



Sabry Adel Saadi

Doctorant et chargé de cours à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal.

Sabry Adel Saadi est spécialiste en mobilisation des connaissances sur la violence basée sur le genre. Il a participé à plusieurs projets de recherche au Québec et au Canada, tels que l'Initiative canadienne sur la prévention des homicides intrafamiliaux. Sa thèse utilise les données secondaires de cette recherche pancanadienne et il s'intéresse aux besoins psychosociojudiciaires des femmes survivantes et des proches endeuillés d'homicide conjugal.



Selma Kouidri

Directrice générale et co-fondatrice de l'Institut national pour l'équité, l'égalité et l'Inclusion des personnes en situation de handicap (INÉÉI-PSH).

Partie de son Algérie natale, il y a près de 27 ans, elle atterrit au Québec, sa province d'adoption, où elle s'est réalisée professionnellement et épanouie personnellement en tant que femme immigrante en situation de handicap. Militante convaincue et travailleuse engagée, elle contribue activement à l'avancement des personnes en situation de handicap surtout les femmes et les enfants.

Renseignements généraux

Adresse du Pavillon Alphonse-Desjardins

L'adresse civique du Pavillon Alphonse-Desjardins de l'Université Laval est le 2325 Rue de l'Université, Québec, QC G1V 0A6.

Renseignements complémentaires

Pour des renseignements complémentaires concernant le Sommet national sur le handicap, vous pouvez écrire à info@cophan.org ou téléphoner au (514) 284-0155.



Horaire du Sommet

Le Sommet débute à 9 h lundi le 7 octobre 2024 pour se terminer vers 16 h 30

Inscription

Les billets doivent être achetés en ligne afin de pouvoir s'inscrire sur place.

Grille tarifaire des billets

- Membres de la COPHAN : 50 \$
- Autres OBNL : 100 \$
- Autres participant·es : 150 \$

Comment acheter ses billets?

Les **billets peuvent être achetés ici** ou en contactant la COPHAN en téléphonant au (514) 284-0155.

Choix des ateliers

Le choix des ateliers devra avoir été fait après l'achat des billets. Pour ce faire, téléphonez à la COPHAN au (514) 284-0155 ou écrivez-nous à info@cophan.org.

Contact médias

Les médias sont priés de contacter Stéphane Lacroix au moins 48 heures à l'avance pour toute demande d'entrevue ou accréditation.

Stéphane Lacroix, conseiller aux communications

514 609-5101 - stephane.Lacroix@cophan.org

Remerciements

Le comité organisateur tient à remercier toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à la mise sur pied de ce premier Sommet national sur le handicap des 40 dernières années au Québec, et plus

particulièrement tous les organismes qui sont membres de la COPHAN, ainsi que l'équipe de la permanence de la Confédération.

La permanence de la COPHAN

- André Prévost, coordonnateur et conseiller stratégique
- Mathieu Noël, chargé de projet
- Laurie Rodamel, adjointe administrative
- Stéphane Lacroix, conseiller aux communications

Le conseil d'administration de la COPHAN

- Paul Lupien, président — INÉÉIPSH
- Michel Gaudet, vice-président — ASEQ
- Kristen Robillard, trésorière — Société canadienne de la sclérose en plaques
- Dominique Salgado, secrétaire — CAPVISH
- Katta Amitha, administratrice - Polio Québec
- François Bernier, administrateur — Horizon B2B
- Joseph Flaubert Duclair, administrateur — Handicapeut Québec
- Sergeline Isidore, administratrice — MBDE
- Thibaut Magnette, administrateur — PIMO
- Lucie Nault, administratrice — ReQis

Événement sans parfum

Pour des raisons d'accessibilité et d'inclusion, veuillez ne pas utiliser de parfums, de colognes ou de produits parfumés.

Les allergies aux parfums sont de plus en plus fréquentes.

Le comité « aviseur »

Les membres du Comité « aviseur » du Sommet sont :

